

Point de vue Driss KHROUZ.

Les prix à la consommation : Les improvisations politiques face à un choc prévisible.

Quand on regarde les définitions et les méthodes de calcul de l'indice des prix à la consommation, de l'inflation et de la consommation des ménages, le profane se perd dans les méandres des indicateurs. Ce n'est pas l'expertise qui est en cause. Les calculs sont certes cohérents et rigoureux mais ils paraissent déconnectés du réel ne serait que parce que le consommateur achète et débourse loin de la logique du fameux « panier du consommateur » avec ses 546 articles et 1391 variétés de produits et le calcul de l'indice des prix selon la formule reconnue et validée de « Lapeyre en chaîne ». La froideur des chiffres dénote de la forte pression des prix sur la vie des gens.

La froideur des indicateurs qui répond en partie à la cohérence des économies libérales où les mécanismes du marché sont structurés, lisibles et quasi-transparents et sous la supervision d'acteurs institutionnels, politiques, syndicaux, associatifs et médiatiques vigilants, paraît déconnectée dans des pays en développement comme le Maroc.

Allez dire aujourd'hui que l'inflation est dans des proportions acceptables, que le déficit budgétaire est conforme aux normes, que l'Etat maîtrise le marché et que tout est évalué et sous contrôle !

L'IPC (indice des prix à la consommation) qui mesure l'inflation a augmenté en 2022 de 11% pour les biens alimentaires et de 3,9% pour les biens non alimentaires ; Le baril de pétrole est négocié à 140 dollars le baril.

L'inflation qui est de 8, 3% en 2022, n'exprime pas le choc de la réduction du pouvoir d'achat et de l'appauvrissement ressenti par plus de 30% de la population début 2023 (Banque mondiale. Rapport de suivi de la situation économique du Maroc : répondre aux chocs d'offre. Rabat 14 février 2023).

Tous les prix sont évidemment impactés par les déstructurations des chaînes de valeur des productions agricoles, industrielles et technologiques dans tous les pays, à travers les hausses des coûts des frets, des transports, des produits de base agricoles et logistiques, des matières premières et autres intrants.

L'inflation à ce niveau est mondiale et elle est aggravée par les restrictions des voies commerciales des produits alimentaires et énergétiques depuis une année que l'invasion de l'Ukraine a tout perturbé.

La hausse des prix de vente des biens de consommation est devenue insupportable pour la majorité de la population.

Il n'y a pas que l'inflation importée pour expliquer cette déferlante.

Il y a une sécheresse de trois ans, il y a le froid, la baisse des températures et les effets des gels en janvier et février.

Le Maroc n'a pas connu une telle augmentation des prix des biens de consommation alimentaires depuis 1991.

Bien sûr que cette inflation est importée et son ampleur difficilement prévisible mais il y a d'autres facteurs aggravants :

Les choix économiques au Maroc obéissent à des circuits et des divisions de travail où dominent l'improvisation, les réactions immédiates et surtout le manque d'anticipations et de régulations.

Derrière des mots galvaudés et des notions obsolètes à force de manipulations médiatiques et de communication de circonstance, il y a des carences manifestes de la politique économique et de la politique tout court.

L'économie politique c'est l'allocation des ressources rares, le marché est organisé par l'offre et la demande dont le prix est l'indicateur clé de la rareté, des coûts, des salaires, des profits, des taux d'intérêts et donc des politiques budgétaires et monétaires. Ce sont là des leviers qui cadrent le marché, et organisent les activités de l'entreprise, les allocations des facteurs de production et donc l'investissement, la production, la distribution et la consommation.

Cet immense arsenal obéit à des choix déterminants en amont.

La spontanéité du marché et la fameuse « main invisible » n'existe nulle part en soi et désincarnée.

Bien sûr que le prix de vente des tomates, des concombres, des courgettes, des haricots verts et autres productions maraichères ne peut être qu'élevé en hiver. Leur production en cultures de champs obéit, comme tous les autres biens alimentaires aux impératifs de saison ; en hiver leurs prix sont élevés, ils sont hors saison ; leur offre est inférieure à la demande. Qu'ils se vendent plus chers entre novembre et mars, rien de plus normal ?

Et les autres biens alors ? les céréales, les légumineuses, les produits laitiers, les huiles et corps gras, les engrais, les légumes de saison, les volailles, les œufs, les viandes rouges, les sardines etc....

Produire des avocats, des pastèques, des bananes, des fleurs et autres exotismes succulents au Maroc et hors saison heurte la rationalité de l'économie politique et de la sauvegarde de l'environnement !

Puisqu'ils qu'ils sont vendus même hors saison, leurs coûts sont élevés, leur production à des fins spéculatives, leurs prix de vente ne pourront qu'être élevés.

Les options prises il y a une vingtaine d'années pour les cultures irriguées à outrance et d'exportations ont lourdement pesé sur les cultures vivrières.

La géographie est têtue, le Maroc se situe dans une région semi-aride. La rareté stratégique est celle de l'eau. L'agriculture en Bour n'est pas un luxe, elle est une nécessité.

Le Jour où, par un quelconque exploit technologique, le pays pourrait avoir en abondance l'eau et l'énergie propre, une nouvelle politique économique serait tout à fait légitime ; en attendant tous les choix sont des déséquilibres économiques sous des contrariantes structurelles.

Le prix de l'énergie impacte tous les coûts de production, la non régulation et la prédominance d'oligopoles à la marge du marché, ont faussé la logique de tous les indicateurs.

Et bien sûr que les intermédiaires spéculateurs, les délits d'initiés, les prédateurs et la corruption ont profité de l'aubaine !

Quoique le gouvernement ait réagi et a multiplié les mesures de soutien et de contrôle, les chocs ont dépassé les actions.

A moyen terme et de façon concertée, négociée et mesurée, Il lui reste à penser aux mesures structurelles de justice sociale, de filets de sécurité élargie et de réduction de la pauvreté par la réduction des inégalités de revenus et de patrimoines.

Le rôle des politiques- le gouvernement et le contrôle par le parlement en tête- consiste à prendre en charge les problèmes et les souffrances des citoyens. Il ne s'agit en aucun cas de tout régler et de tout promettre :

Leur mission est d'expliquer, d'ajuster, de corriger les mécanismes du marché, d'arbitrer, notamment entre la demande intérieure et les marchés extérieurs, de soumettre les mécanismes institutionnels, marchands, politiques, associatifs et individuels à la suprématie de la loi, de la justice, de l'équité et de la solidarité.

C'est cela la régulation, c'est cela l'inclusion, c'est cela la politique. Elle consiste à anticiper et à capitaliser sur la base des expériences, des réussites comme des échecs.

Pourtant la crise du coronavirus nous appris des choses stratégiques !

La fragmentation de l'économie mondiale qui provoque des ondes dont les chocs sont et seront redoutables doit faire partie de l'agenda des décideurs.

Gouverner, ce n'est pas seulement pleuvoir, comme cela a été dit à propos de notre pays, c'est surtout anticiper, agir et réagir à temps ,dans la durée et la cohérence sociale.

Rabat le 21 février 2023.